

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La fin de la crise financière ?

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 15 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

Lundi 13 octobre, les indices boursiers du monde entier s'enthousiasmaient pour la « boîte à outils » mise à la disposition des Etats par l'eurogroupe (les 15 pays ayant l'euro pour monnaie) réuni la veille. Le CAC 40, en une seule séance, compensant la moitié de la chute de 22 % subie la semaine précédente. Les grands médias en tiraient aussitôt la conséquence : la crise financière était finie, terrassée par l'eurogroupe. La vertu, une fois de plus, avait triomphé du vice.

Mardi, l'enthousiasme continuait, même s'il était plus modéré. Certains opérateurs s'empressant, en effet, de vendre pour encaisser la hausse de la veille, indiquant ainsi qu'ils n'étaient pas sûrs que la hausse continue.

Mercredi, les indices boursiers repartaient à la baisse dans la crainte d'une récession généralisée de l'économie mondiale. La crise financière avait fait entrer l'économie en récession et la récession, à son tour, rattrapait la crise financière...

Nul ne sait combien de temps encore les indices boursiers continueront leurs « yo-yo ».

Une seule chose est certaine : la crise financière n'est pas terminée. Elle peut fort bien reprendre à court terme si plusieurs banques importantes font faillite. Elle est certaine à moyen terme car les banques, impunies alors qu'elles viennent de mettre l'économie mondiale au bord du gouffre, n'auront aucune raison de se gêner, elles se sentiront, bien au contraire, encouragées à poursuivre leurs recherches effrénées d'un taux de profit toujours plus élevé.

Fillon lui-même n'entretient guère d'illusion lorsqu'il déclare (Challenges 15/10/2008) : « Je n'ai jamais pensé que la crise financière était dernière nous » car « c'est une crise qui est tellement profonde, qui a pris une tournure exceptionnelle depuis que les marchés ont compris qu'une grande banque pourrait faire faillite ».

La « boîte à outils » de l'eurogroupe

La « boîte à outils » de l'Eurogroupe s'est traduite par des plans de financement ou de garantie des dettes des banques de 360 milliards d'euros en France, 480 en Allemagne, 367 au Royaume Uni (qui ne fait pas partie de l'eurogroupe mais a adopté la même politique), 100 en Espagne, 20 au Portugal.....

En France, comme dans les autres pays européens, ces fonds sont divisés en deux parties.

Une part de 40 milliards pour « recapitaliser » les banques. Les mots « nationalisations » et « récession » sont proscrits du vocabulaire de la droite. Cela multiplie, de fait, malgré toutes les arguties comptables d'Eric Woerth, le déficit extérieur par deux. Avec plus de 5 % du PIB, le déficit public pulvérise les limites du traité d'Amsterdam (3 %).

Une autre part de 320 milliards afin de garantir le crédit interbancaire jusqu'au 31/12/2009. L'Etat empruntera à la place des banques (il a, à la différence des banques « bonne réputation » sur le marché des capitaux » et reversera ces fonds aux banques. Si l'on en croit Fillon, le risque serait quasi nul et pourrait même rembourser (une commission) à l'Etat. Sauf, bien évidemment si une ou plusieurs grandes banques font faillite. Il lui faudrait alors prendre à sa charge une bonne partie des 320 milliards d'euros. Or, 320 milliards d'euros, cela représente 8 fois le déficit public ! Ce serait la banqueroute assurée et la ruine des rentiers auprès desquels l'Etat emprunte, depuis des années, les sommes qu'ils renoncent à faire payer aux riches sous forme d'impôt. Les créances sur l'Etat de ces

rentiers pourraient servir à tapisser les murs, comme de vulgaires emprunts russes. Cela ne serait pas une mauvaise chose en soi mais ce ne serait que la pointe émergée de l'iceberg. En 1929, quelques banquiers avaient bien essayé d'inventer le delta-plane en se lançant du haut des gratte-ciels mais des millions de personnes s'étaient retrouvées au chômage et dans la misère.

Eric Woerth lui-même avait trouvé l'image juste pour qualifier l'engagement des banques à garantir tous les dépôts bancaires : « c'est comme la bombe atomique, elle ne sert que si on ne l'utilise pas ». Il est vrai que les dépôts dans les banques françaises s'élèvent à 1 650 milliards d'euros, soit 95 % du PIB ! L'image peut tout aussi bien s'appliquer aux 320 milliards destinées à garantir le crédit interbancaire.

Tout repose donc sur la « confiance » des déposants, des banquiers, des spéculateurs. Tout peut donc s'écrouler, d'un seul coup, en particulier si des faillites bancaires se produisent aux Etats-Unis.

Le plan Paulson

Le plan Paulson s'élève, quant à lui, à 840 milliards de dollars. En 2008, même si la moitié seulement de cette somme était utilisée à racheter les « créances pourries » des banques, cela représenterait déjà 420 milliards de dollars auxquels il faut ajouter 230 milliards de dollars déboursés par l'Etat fédéral pour éponger une partie des dettes de Fannie Mae, Freddy Mac ou du géant de l'Assurance, AIG. . Soit un total de 750 milliards de dollars. Le déficit public américain s'élève à 330 milliards de dollars, il sera ainsi multiplié par 4,70 en 2008.

Où l'Etat fédéral américain trouvera-t-il l'argent ? En empruntant. Mais auprès de qui ? Le reste du monde ? Mais cela n'a rien de sûr. Devant des sommes aussi colossales, les investisseurs vont prendre peur. D'autant que la récession qui a commencé aux Etats Unis et dont nul ne peut prévoir la fin aura un même effet de dissuasion. Beaucoup refuseront de prêter, d'autres demanderont des intérêts de plus en plus élevés qui accroîtront d'autant le déficit public américain.

Au total, en Europe comme aux Etats-Unis, le surendettement qui était à l'origine de la crise financière n'a pas disparu il a simplement été transféré : des ménages aux banques puis des Banques à l'Etat fédéral américain qui veut aujourd'hui le transmettre au reste du monde.

Où sont les mesures pour éviter la reproduction d'une telle crise ?

Pour le moment nous n'avons que des promesses et nous savons que nous n'avons rien à attendre des gouvernements néolibéraux. Déjà en 2007, après la crise des « subprimes », ils nous avaient annoncé qu'ils allaient « réguler » la finance et qu'une telle crise ne pourrait plus se reproduire. Un an après, nous avons le résultat sous les yeux.

Qui peut croire que ces gouvernements inféodés au capital prendront les quatre séries de mesures permettant, effectivement, qu'une telle crise ne se reproduise plus ?

Vont-ils s'attaquer aux innovations financières en interdisant la vente à découvert, la titrisation, les produits dérivés ou vont-ils, comme d'habitude laisser la finance prendre un train d'avance ?

Vont-ils nationaliser les banques alors que ce serait la seule méthode pour mettre la finance sous contrôle démocratique et l'empêcher de recommencer à nuire en lui fixant une mission de service public : non pas faire des profits de 25 % qui mènent l'économie mondiale au bord du gouffre mais de financer l'investissement productif et la consommation des ménages ? Tous s'inscrivent, au contraire, dans une optique libérale en insistant sur le fait que ces nationalisations ne sont que des « recapitalisations », bien évidemment transitoire et que dès que possible (dès que le secteur sera de nouveau profitable) les capitaux acquis par les Etats seront cédés au privé.

S'attaqueront-ils aux paradis fiscaux où la plupart des fonds spéculatifs ont leur siège social alors que leur dogme est celui du « libre « échange » et de la « libre circulation des capitaux » ?

Comment pourraient-ils, enfin, s'attaquer à la dégradation continue de la part des salaires dans la répartition de la richesse nationale. Cela serait pourtant le seul moyen de prendre le mal à la racine en réduisant drastiquement la part des profits et donc tous ces profits qui n'arrivent pas à s'investir de façon « rentable » dans la production et qui cherche cette rentabilité en alimentant régulièrement les bulles financières ? C'est le contraire qu'ils préparent. Ils vont chercher à faire payer la crise aux salariés, aux retraités, aux chômeurs. Sarkozy a déjà prévenu qu'il allait « accélérer les réformes » et Fillon qui vient de faire un chèque de 360 milliards aux banquiers spéculateurs exclut un plan de relance de la consommation car ce serait « tirer un chèque sur l'avenir »... Au même moment, l'UNEDIC annonce 46 000 chômeurs supplémentaires !

Pourtant, certains au Parti Socialiste tels Manuel Valls ou Pierre Moscovici) était prêts, sans la moindre garantie sur les mesures qui seraient prises pour empêcher qu'une nouvelle crise financière éclate, en l'absence de toute mesure destinée à protéger les salariés des effets de la crise et de la récession, à voter le plan de Sarkozy et Fillon.

Jean-Jacques Chavigné